



Monsieur Le Président,

Après la chute du gouvernement BAYROU, la nomination de Sébastien LECORNU comme premier ministre est un message clair pour la majorité de la population : rien ne changera sur le fond !

Par ce choix, Emmanuel MACRON refuse une nouvelle fois d'entendre la colère sociale qui s'exprime depuis plusieurs semaines.

Les 10 et 18 septembre ont été deux journées importantes où, sur l'ensemble du territoire, par l'action, les blocages, les rassemblements et la grève, de très nombreux et nombreuses salariés, précaires, retraités, jeunes ont fait entendre leurs revendications pour que la justice fiscale, sociale et environnementale soit enfin au centre du futur budget 2026.

Le budget 2026 ne doit pas être celui de l'austérité.

Pour l'intersyndicale 76, il est temps de renforcer les services publics, notamment celui des ministères financiers, pour que nous puissions exercer l'ensemble de nos missions partout sur le territoire. Nous refusons de subir à nouveau à la DGFIP des suppressions de postes qui viennent, années après années, dégrader nos conditions de travail.

Nous refusons de payer les conséquences d'un budget d'austérité injuste.

Nous exigeons le dégel du point d'indice, le retour de la GIPA, la suppression du jour de carence, le retour d'une rémunération à 100 % en cas d'arrêt maladie, la revalorisation de nos rémunérations, des moyens humains et matériels suffisants pour pouvoir continuer à exercer nos missions de service public dans de meilleures conditions.

Dans cette période d'instabilité, l'action sociale a un rôle à jouer.

L'intersyndicale 76 continue de revendiquer une action sociale accessible à toutes et tous.

Nous nous félicitons d'avoir pu maintenir nos sorties cette année.

L'Action Sociale voit son budget se restreindre alors que de nombreux collègues assistent impuissants à la réduction de leur pouvoir d'achat. Contrairement à ce qu'avait énoncé M. BAYROU, le budget des ménages ne se gère pas comme celui de l'État.

Impossible pour tout un chacun d'aller chercher de nouvelles recettes ou de réduire ses dépenses incompressibles. Le Gouvernement a le choix mais ne veut que réduire les dépenses et refuse malheureusement d'envisager de nouvelles recettes.

S'agissant de l'action sociale, nous avons appris par mail le départ du délégué régional.

L'intersyndicale 76 constate que, jusqu'au bout, la communication aura été difficile, voire impossible au fil des réunions.

L'intersyndicale rejoint le délégué régional en reprenant ses propres termes dans la mesure où il serait souhaitable que le futur délégué soit plus « perspicace ».

S'agissant du compte-rendu annuel d'activité du service social 2024, comme indiqué en page 9 du rapport, les problématiques majoritaires traitées par catégories restent le domaine de la santé et de la vie professionnelle.

Il faut tout de même souligner que pour les actifs de catégorie A, le premier domaine d'intervention n'est pas la santé mais la vie professionnelle (agents en souffrance ne voyant pas d'issue à leur situation professionnelle ou se sentant isolés).

Concernant le mal-être des agents, certaines situations peuvent devenir dramatiques.

Un article du journal LE MONDE du 08/07/2025 intitulé « vague de suicides dans les Finances Publiques » a indiqué que, depuis le 01/01/2025, 12 personnes dépendant de la DGFIP se sont suicidées à travers la France, et huit autres ont tenté de le faire.

Si cette vague de suicide se prolongeait sur l'année, elle correspondrait à un taux de suicide deux fois plus élevé que celui constaté dans l'ensemble de la population française.

Les autres directions du ministère n'ont pas connu d'évolution similaire.

Même si l'imputabilité au service n'est pas reconnue ou recherchée, les suppressions d'emplois, restructurations incessantes et/ou un management problématique peuvent générer un mal-être grandissant des agents et avoir des conséquences gravissimes sur des collègues fragilisés.

S'agissant de cette vague de suicides, les propos de l'ex-ministre de l'Economie Eric LOMBARD sont plus que surprenants : « C'est une situation que nous suivons, que je n'estime pas liée à des raisons ni d'organisation, ni de charge de travail ou au management ».

Quel que soit l'outil utilisé par la DGFIP pour mesurer le bien être de ses agents (DUERP, TBVS, observatoire interne), le constat est toujours aussi alarmant.

Les résultats de l'observatoire interne de la DGFIP soulignent ce malaise.

Pour 60 % des agents, la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens : un pourcentage deux fois plus élevé que dans la fonction publique d'État en général (30%).

Seuls 54 % des agents se déclarent satisfaits de leur charge de travail contre 72 % ailleurs dans les autres ministères de l'État.

Un fonctionnaire des finances publiques sur 3 juge son niveau de stress très élevé.

La directrice générale des Finances Publiques indique que « les résultats sont en progrès, mais moins bons que dans le reste de la fonction publique ». C'est le moins qu'on puisse dire

Nous avons aussi appris que, dans le cadre de la préparation du budget 2026, notre administration aurait enfin réalisé que la DGFIP était "à l'os" et qu'il était maintenant impossible de supprimer des emplois à la DGFIP.

Espérons que cet éclair de lucidité ne restera pas sans lendemain et que les décideurs politiques renonceront à puiser sans fin dans nos effectifs pour pouvoir annoncer des suppressions d'emplois dans la sphère de l'État.

Nous profitons aussi de cette déclaration liminaire pour attirer votre attention sur le haut niveau de questionnement lié à la mise en place de la nouvelle Protection Sociale Complémentaire.

A l'instar de nos instances nationales, nous attendons des réponses aux questions posées sur les choix opérés des structures ALAN et GMF par le secrétariat général.

Selon des premiers retours de simulations effectuées par les agents sur les futures cotisations GMF, celles-ci sembleraient beaucoup plus onéreuses qu'auparavant.

S'agissant des actions de prévention effectuées en partenariat avec les mutuelles, depuis plusieurs années, nous discutons des actions de prévention mises en place sur nos sites ou à l'extérieur pour les actifs comme les retraités : campagne de vaccination anti-grippe, tests de dépistages (diabète, cholestérol, audition...).

L'accord du 21 juin 2024 relatif à la PSC prévoit la continuité de ces actions de prévention en santé et l'intersyndicale 76 restera vigilant à sa mise en application.

Nous pouvons regretter que dans le cadre du contrat signé par la GMF, la dépendance ne soit pas couverte.

Par ailleurs, cet été, la DGAFP a fait passer en force une circulaire sur les chèques-vacances publiée le 22 juillet avec prise d'effet le lendemain de sa publication, évinçant les personnels retraités de l'État de son bénéfice alors que le Conseil d'État avait annulé la décision de les exclure du protocole des chèques vacances, pointant un vice de procédure qui résulte de l'absence de consultation du Comité interministériel d'action sociale.

L'intersyndicale souhaite enfin remercier la déléguée de l'action sociale pour ses nombreuses années passées en Seine-Maritime.

Elle a dû faire face à de nombreuses missions et relever de nombreux défis (notamment en matière de restauration et de gestion du CAL) avec toujours moins d'agents au fil des ans.

S'agissant de la gestion de la délégation de l'action sociale du département, en matière de restauration collective, dans les domaines de la santé ainsi que sur les diverses actions réalisées dans le cadre du CAL comme sur les sorties loisirs, nous souhaitons la remercier au nom de tous les agents du département pour sa disponibilité, son efficacité et nous lui souhaitons une longue et heureuse retraite.

L'intersyndicale Seine-Maritime